

# De la fourche à la fourchette

Vision de l'agriculture de la Fédération romande des consommateurs

Mai 2018



## Introduction

Depuis des décennies, la FRC s'implique dans la politique agricole et s'exprime sur des sujets ayant trait à l'agriculture prioritairement en Suisse, mais avec un regard sur ce qui se passe ailleurs. Les consommateurs ont des attentes vis-à-vis du type de production qui devrait être à la base des denrées qu'ils retrouvent dans leur assiette, quel que soit le lieu de production. L'objectif de ce document est donc de retranscrire cette vision, tirée des différentes prises de positions de la FRC et reflétant également l'objectif premier de la FRC qui est de permettre à chacun de consommer en toute sérénité et d'être informé pour pouvoir choisir en connaissance de cause. Pour répondre aux attentes des consommateurs, cette vision se doit donc d'être ambitieuse sans être irréaliste ou utopique.

## Horizon temporel

Partant du constat que la situation actuelle de l'agriculture ne répond pas entièrement aux aspirations des consommateurs et que la politique actuelle ne s'oriente pas suffisamment vers une agriculture durable, les positions défendues par la FRC dans ce domaine reflètent les évolutions souhaitées dans ce domaine à moyen (2035) et long terme (2050). Leur réalisme doit donc être rapporté à cet horizon temporel.

## Contexte

La vision de la FRC s'appuie également sur l'évolution de l'agriculture depuis le siècle passé: le modèle actuel n'existe pas depuis toujours, c'est pourquoi il est considéré comme réversible. L'agriculture est en effet passée d'une économie rurale à une économie industrielle à la sortie de la Deuxième Guerre mondiale. L'objectif aujourd'hui est de se tourner vers un nouveau modèle reflétant une économie durable. Cette évolution a déjà été initiée dans certains domaines, comme celui de l'énergie, et l'agriculture doit prendre le même chemin.

## Vision générale

Le consommateur attend de l'agriculture une offre diversifiée correspondant à ses attentes pour des produits sains, frais, de qualité, de proximité, ayant du goût, accessibles à tous, produits dans le respect de l'environnement, des animaux et des conditions de travail des producteurs et de leurs employés, en Suisse comme à l'étranger.

Pour répondre aux attentes des consommateurs, la FRC défend l'évolution de l'agriculture suisse vers un modèle durable. Sur le long terme, cela implique une agriculture sans OGM, n'utilisant pas de pesticides de synthèse, basée sur des exploitations multifonctionnelles, de taille limitée, respectueuses des bêtes et de l'environnement, et produisant des denrées saines et goûteuses dont le prix est équitable pour le consommateur comme pour le producteur.

## Réflexions clés autour de cette vision

Pour la FRC les denrées alimentaires sont bien plus que des biens économiques: elles ont également une valeur culturelle et sociale. La FRC soutient donc la notion de souveraineté alimentaire à définir comme le «le droit d'une population, d'une région ou d'un pays à définir ses politiques et stratégies agricole et alimentaire en matière de production, de distribution et de consommation». Ce principe étant aujourd'hui inscrit dans la Loi fédérale sur l'agriculture (art. 2, al. 4 LAgr), la FRC milite pour que les consommateurs puissent effectivement choisir les aliments selon leurs propres critères. Par conséquent, les règles de l'OMC devraient être adaptées à cette vision de la souveraineté alimentaire.

Souveraineté  
alimentaire

Ces dernières années, diverses affaires ont alimenté une certaine méfiance des consommateurs vis-à-vis des produits transformés en particulier (p.ex. les lasagnes à la viande de cheval). Elle a comme effet collatéral de renforcer l'attachement des consommateurs à des produits facilement traçables et donc de proximité. Parfois à tort, parfois à raison, ils sont perçus comme plus authentiques, plus sûrs, plus sains, meilleurs et plus écologiques. Les produits de l'agriculture suisse bénéficient donc d'une réputation positive auprès des consommateurs<sup>1</sup>.

Confiance des  
consommateurs  
dans les produits  
locaux

Les témoignages des consommateurs reçus par la FRC confirment une forte demande pour des produits locaux, d'une part parce que la proximité de la production apporte effectivement davantage de garanties de transparence et de traçabilité, ensuite parce qu'ils sont souvent (perçus comme) plus écologiques; mais aussi parce que beaucoup sont très attachés au maintien d'une agriculture locale et souhaitent soutenir les paysans suisses<sup>2</sup>.

Soutien  
d'une agriculture  
de proximité

C'est pourquoi, sans être favorable à la mise en place de nouvelles mesures protectionnistes, la FRC est très sensible aux décisions politiques – par exemple certains accords de libre-échange ou l'abandon de barrières tarifaires – lorsqu'elles mettent en danger le maintien d'une agriculture suisse diversifiée et proche des attentes des consommateurs.

Pas de suppression  
des taxes  
douanières

Dans sa «Vue d'ensemble du développement à moyen terme de la politique agricole», le Conseil fédéral propose que la politique agricole 2022+ prévoie «de nouvelles étapes d'ouverture des marchés, qui devront être accompagnées de mesures de compensation étatiques modulées en fonction du degré d'ouverture du marché et des effets structurels»<sup>3</sup>. Bien que la FRC soit consciente – et le regrette – le fait que le système actuel de protection à la frontière soit un surcoût payé par les consommateurs qui ne finit que partiellement dans la poche des paysans (25-30%), elle estime dangereux de le supprimer et s'y oppose. Car bien que le système soit imparfait, le risque est réel de voir les producteurs perdre le peu de valeur qui leur revenait sans que les consommateurs ne voient d'amélioration au niveau des prix. C'est d'ailleurs le cas de l'ouverture du marché

<sup>1</sup> Preuves en sont la loi Swissness ou les labels régionaux développés par la grande distribution qui montrent l'importance que les consommateurs accordent à l'origine de leurs denrées alimentaires.

<sup>2</sup> De nombreux témoignages sont notamment parvenus à la FRC à l'occasion du reportage de la RTS sur la détresse paysanne en 2017.

<sup>3</sup> Conseil fédéral, *Vue d'ensemble du développement à moyen terme de la politique agricole*, 1<sup>er</sup> novembre 2017, p.80

agricole de l'Autriche. Certes, les agriculteurs bénéficieraient de soutiens financiers en compensation. Toutefois, ils sont limités à cinq ou dix ans, selon le degré d'ouverture envisagé, dans les scénarios présentés. Or, sachant que les moyens alloués à l'agriculture sont régulièrement remis en question lors des discussions sur les enveloppes fédérales, il paraît fort probable que l'agriculture soit de moins en moins soutenue à l'avenir. Un libre-échange accru dans ce domaine ne ferait que renforcer la pression exercée sur les producteurs suisses par des denrées importées de l'étranger à bas prix et produites selon d'autres normes. Une évolution fort peu propice au maintien d'une agriculture indigène.

Être attaché à l'agriculture suisse et aux produits locaux ne signifie pas pour autant que les conditions de production actuelles répondent aux aspirations des consommateurs. Ainsi, bien que les témoignages des consommateurs montrent qu'ils sont attachés à une agriculture de proximité, ils montrent également qu'ils sont souvent choqués par la réalité de cette production (*lire Bien-être animal ci-après*).

Pour une part, les consommateurs se sentent trompés du fait du hiatus entre l'image de l'agriculture que renvoie la grande distribution et la réalité des modes de production, particulièrement concernant l'élevage. Sur ce point, la FRC lutte pour une meilleure information des consommateurs, car cette image édénique ne peut pas correspondre à la réalité de la production, quelle qu'elle soit. Toutefois, cela n'empêche pas d'exiger que l'agriculture s'approche au maximum des attentes des consommateurs et que les modes de production fassent l'objet d'un étiquetage transparent. Car les consommateurs doivent pouvoir choisir en connaissant les modes de production (hors sol, plein-air, accès au pâturage, etc.).

Pour la FRC, il est donc important de faire pression pour que l'agriculture s'améliore sur les éléments chers aux consommateurs.

Pour conserver la confiance des consommateurs, les paysans suisses doivent aussi s'adapter à leur demande croissante pour une production qui nuit le moins possible à l'environnement et qui est respectueuse des animaux. A ce sujet, l'étude de la Haute école de Lucerne<sup>4</sup> sur les attentes de la population suisse par rapport à l'agriculture confirme que la population attend avant tout une exploitation écologique des surfaces et une production la plus naturelle possible des denrées alimentaires. La FRC défend ainsi une évolution de l'agriculture vers davantage de durabilité, particulièrement vers des produits plus naturels et plus transparents.

Par conséquent, elle milite aussi pour un modèle qui prend soin des sols et des ressources, particulièrement les ressources en eau. La bonne santé des sols est en effet indispensable au respect de la souveraineté alimentaire, à la disponibilité d'une eau potable propre et saine et au maintien des écosystèmes. Or, elle est actuellement soumise à de nombreuses menaces provenant de plusieurs

[Une agriculture suisse qui ne répond pas encore aux attentes des consommateurs](#)

[La FRC défend une agriculture durable](#)

[Protection des ressources](#)

<sup>4</sup> Andreas Brandenburg, Dominik Georgi: *Die Erwartungen der schweizerischen Bevölkerung an die Landwirtschaft – Studie zuhanden des Bundesamtes für Landwirtschaft BLW*, Hochschule Luzern, août 2015

champs de l'activité humaine, dont l'agriculture<sup>5</sup>. Une partie des activités agricoles contribue en effet à dégrader la qualité des sols, notamment en accentuant les problèmes d'érosion, de compaction, d'apports de polluants (engrais minéraux, engrais de ferme et produits phytosanitaires), de perte de biodiversité et de drainages (perte de matière organique). D'où l'importance pour la FRC de renoncer à un modèle d'agriculture industrielle à la source de ces problématiques.

La FRC a justement soutenu la Politique Agricole 14-17 car elle permettait une meilleure prise en compte de l'impact de l'agriculture sur l'environnement. Dans la même ligne, elle continue à soutenir les objectifs visés par les paiements directs, lesquels permettent de rétribuer les prestations d'intérêt public qui ne peuvent être couvertes par les prix obtenus par les producteurs dans les domaines de l'approvisionnement, du paysage, de la biodiversité ou du respect des animaux par exemple. Ces rémunérations complémentaires permettent de faire évoluer l'agriculture vers des standards de durabilité correspondant aux attentes des consommateurs et aux tâches dévolues à une agriculture multifonctionnelle.

[Soutien  
aux paiements  
directs intelligents](#)

La FRC estime toutefois que les paiements directs ne soutiennent pas suffisamment l'agriculture durable et que les soutiens financiers pour des élevages industriels, l'utilisation de pesticides de synthèse ou une agriculture intensive doivent être supprimés. Par conséquent, elle estime que les paiements directs doivent à l'avenir être réservés aux mesures qui permettent l'évolution vers une agriculture véritablement durable.

A moyen terme, la FRC milite pour une agriculture ayant davantage recours aux méthodes alternatives pour garantir la bonne santé des plantes, utilisant le minimum de pesticides de synthèse nécessaires et pour l'interdiction des produits les plus problématiques dans tous les secteurs (terrains agricoles, publics et privés), à l'instar du glyphosate. A long terme, elle milite pour l'interdiction de l'utilisation des pesticides de synthèse dans l'agriculture et dans les autres secteurs.

[Moins de pesticides  
et plus de contrôles](#)

Car ces substances sont problématiques tant pour l'environnement que pour la santé des consommateurs. En effet, beaucoup de produits phytosanitaires (herbicides, fongicides, insecticides) contiennent des substances actives et des adjuvants toxiques dont les effets à long terme sont controversés. Surtout, la multiplication de ces résidus dans notre alimentation pourrait avoir un «effet cocktail», c'est-à-dire voir leur toxicité augmenter une fois combinés. Ces effets étant peu connus, le principe de précaution doit primer.

C'est pourquoi la FRC milite non seulement pour que leur utilisation soit réduite au strict minimum, mais demande également la révision du processus d'homologation afin de garantir une plus grande transparence. Parallèlement, elle se bat pour que l'éventuel effet cocktail des résidus de pesticides soit étudié,

---

<sup>5</sup> L'Office fédéral de l'environnement (OFEV), en collaboration avec l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) et l'Office fédéral du développement territorial (ARE), a élaboré le rapport « Sols suisses - état et évolution 2017 », rassemblant pour la première fois toutes les données et observations disponibles. Ce rapport a été publié le 30 novembre 2017.

notamment en ce qui concerne les substances considérées comme des perturbateurs endocriniens.

A cet égard, l'agriculture biologique étant la seule à exclure les pesticides de synthèse, la FRC estime que des mesures doivent être prises par la Confédération pour soutenir davantage les agriculteurs en phase de reconversion avec pour objectif d'accroître les surfaces exploitées en bio de manière conséquente à moyen terme. Toutefois, il faut veiller à ce que le prix à la consommation plus élevé de ces produits serve à mieux rémunérer le producteur et que cette marge ne soit pas captée par les intermédiaires.

[Davantage de soutien pour l'agriculture biologique](#)

Actuellement, de plus en plus de variétés de légumes sur le marché sont la propriété d'un petit nombre de semenciers supranationaux et de plus en plus de plantes sont ainsi protégées par des brevets. Les maraîchers suisses, dépendants des choix de leurs fournisseurs pour leurs semences, sont par conséquent de plus en plus dépendants d'un secteur qui souffre d'une concentration croissante. Bien que la population ne soit pas favorable à la mainmise de l'industrie sur le brevetage du vivant, celui-ci est invisible pour le consommateur lorsqu'il fait ses achats. C'est pourquoi la FRC demande une traçabilité crédible des fruits et légumes, déjà au niveau des marchands de semences.

[Semences](#)

Seule la transparence sur la variété permet aux consommateurs de choisir leurs fruits et légumes en connaissance de cause. La FRC défend également une agriculture qui n'est pas dépendante des semences des multinationales, afin de favoriser plus de diversité et d'encourager la production artisanale et locale de semences.

La FRC s'inquiète de la disparition progressive de la recherche agronomique publique. La réduction des moyens alloués aux différents centres d'Agroscope menace en effet l'indépendance de l'agriculture vis-à-vis des multinationales de l'agrochimie et des semences. Elle défend ainsi l'augmentation des moyens alloués à la recherche publique, particulièrement pour maintenir une sélection conventionnelle de semences et étudier les alternatives à l'utilisation de pesticides dans l'agriculture.

[Recherche agronomique](#)

La FRC s'oppose à l'utilisation d'organismes ou plantes génétiquement modifiés (OGM) par l'agriculture. En effet, la quasi-totalité des consommateurs n'en veut pas dans son alimentation. D'abord, parce que la confiance dans l'innocuité des produits issus du génie génétique fait défaut. Ensuite parce qu'ils sont aujourd'hui reconnus comme néfastes à l'environnement. Car non seulement les OGM sont adaptés à une agriculture intensive et pas à l'agriculture suisse, mais leur très grande majorité implique également une utilisation accrue de pesticides (herbicides). De plus, les études montrent que les OGM actuels n'apportent pas de solution durable en raison du développement de résistances par les microorganismes, les insectes et les plantes nuisibles.

[Une agriculture sans génie génétique](#)

De ce fait, la FRC soutient le moratoire actuel sur les OGM. Dans la même ligne, la FRC estime que le moratoire doit aussi inclure les plantes et animaux modifiés par les nouvelles techniques – par exemple la mutagenèse dirigée – ainsi que leurs produits. La question de l'évaluation de ces techniques se pose aujourd'hui

et revêt une importance particulière, puisque si elles ne sont pas considérées comme techniques de génie génétique, elles ne tomberaient alors pas sous le coup de la Loi sur le génie génétique, ce qui permettrait aux OGM de rentrer par la petite porte dans l'assiette des consommateurs.

De plus en plus de consommateurs sont choqués des conditions dans lesquelles vivent les animaux d'élevage. Plusieurs scandales liés aux porcheries du Canton de Vaud en 2017 ont suscité de nombreuses critiques. Pourtant, certaines des exploitations pointées du doigt respectaient les normes. Ces affaires ont démontré que si de nombreux clients achètent encore la viande produite dans des conditions jugées inacceptables, c'est bien par méconnaissance.

[Bien-être animal](#)

Loin de demander que les élevages correspondent aux belles images publicitaires de la grande distribution, la FRC milite pour que le nombre d'animaux autorisés dans chaque exploitation soit limité: elle lutte pour que la Politique agricole ne soutienne pas l'agrandissement à outrance des petites exploitations et par là l'industrialisation de la production. Afin d'améliorer à terme le bien-être animal dans les fermes, il est également indispensable de favoriser une transparence accrue des conditions d'élevage et de mettre en place un étiquetage transparent des modes de production permettant aux consommateurs de faire un choix éclairé selon les critères qui leur importent.

La revendication pour des exploitations de taille limitée avec un petit nombre d'animaux qui ne soient pas basées sur des objectifs de performance à outrance permet aussi de favoriser une utilisation moindre d'antibiotiques, sujet qui revêt une importance majeure aujourd'hui avec le développement préoccupant de bactéries multirésistantes. Limiter l'élevage industriel permet en effet d'observer et de soigner chaque animal afin d'éviter les usages préventifs d'antibiotiques qui favorisent le développement de germes résistants. Dans ce cadre, la FRC estime que le recours aux antibiotiques sensibles en médecine vétérinaire doit être soumis à des conditions encore plus strictes qu'aujourd'hui, voire être interdit. Elle revendique également que les incitations financières à prescrire des antibiotiques soient supprimées.

[Utilisation des antibiotiques](#)

On pourrait opposer à cette vision de l'agriculture les chiffres du tourisme d'achat qui sont conséquents et ont augmenté suite à l'abandon du taux plancher entre le franc suisse et l'euro. C'est une réalité qu'il convient d'adresser. Il est vrai que le consommateur et le citoyen suisses se contredit régulièrement: d'un côté toutes les votations sur l'agriculture témoignent de son attachement à celle-ci – la dernière en date concerne le nouvel article constitutionnel sur la sécurité alimentaire – et les chiffres montrent d'autre part que de plus en plus de personnes traversent la frontière pour faire leurs achats. Le manque de cohérence est patent.

[Tourisme d'achat et îlot de cherté](#)

Toutefois, la raison principale de ce tourisme d'achat repose sur les prix inférieurs pratiqués à l'étranger et donc sur l'îlot de cherté de la Suisse. C'est pourquoi la FRC estime qu'il faut avant tout agir sur les marges des transformateurs et distributeurs, et discuter d'une baisse des prix basée sur la réduction de ces marges.

En revanche, les réductions de prix ne doivent pas concerner le revenu de l'agriculteur. En effet, les témoignages des consommateurs concordent avec l'étude menée par l'Université de Neuchâtel en 2012 auprès des membres de la FRC: 82% des sondés sont prêts à payer un produit d'origine suisse plus cher, mais uniquement si la différence va dans la poche du producteur. Le succès des labels équitables en Suisse en témoignent, de même que la question du prix du lait: les consommateurs sont très sensibles à la juste rémunération du producteur. C'est pourquoi la FRC défend des prix liés aux coûts de production pour assurer un prix équitable aux producteurs comme aux consommateurs, ce qui passe par une transparence accrue des marges des transformateurs et distributeurs. Le soutien aux paysans doit aller aux paysans, pas aux intermédiaires.

Au final, le but de la production agricole doit être de permettre aux consommateurs d'avoir accès à une alimentation saine, sûre, abordable et correspondant à leurs préférences. Ils ont le droit d'attendre que les modes de production ne diminuent pas la valeur nutritive intrinsèque des aliments. Les consommateurs doivent pouvoir disposer d'informations honnêtes et transparentes pour leur garantir qu'ils ne sont pas trompés sur la qualité d'un produit et pour leur permettre de choisir en connaissance de cause. Seule une information claire en matière de santé, de composition, de mode de production et d'origine permet aux consommateurs d'effectuer des choix éclairés et responsables.

Rémunération  
équitable  
des producteurs

Denrées  
alimentaires  
sûres et adaptées  
aux besoins des  
consommateurs